



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 66.312/4
du 10 juillet 2019

advies 66.312/4
van 10 juli 2019

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'relatif à la
mise en œuvre de la procédure
de consultation transfrontalière
applicable aux procédures de
demande de certificat ou de
permis d'urbanisme ou de lotir'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'met betrekking tot
de grensoverschrijdende
raadplegingsprocedure van
toepassing op de procedures
voor de aanvraag van een
stedenbouwkundige
vergunning,
verkavelingsvergunning of
stedenbouwkundig attest'

Le 4 juin 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 12 juillet 2019^{*}, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif à la mise en œuvre de la procédure de consultation transfrontalière applicable aux procédures de demande de certificat ou de permis d'urbanisme ou de lotir'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 10 juillet 2019. La chambre était composée de Jacques JAUMOTTE, président du Conseil d'État, Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO, conseiller d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Hélène LEROUXEL, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Benoît JADOT, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Jacques JAUMOTTE.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 juillet 2019.

^{*} Par courriel du 5 juin 2019.

*

Op 4 juni 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 12 juli 2019^{*} een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'met betrekking tot de grensoverschrijdende raadplegingsprocedure van toepassing op de procedures voor de aanvraag van een stedenbouwkundige vergunning, verkavelingsvergunning of stedenbouwkundig attest'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 10 juli 2019. De kamer was samengesteld uit Jacques JAUMOTTE, voorzitter van de Raad van State, Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO, staatsraad, Christian BEHRENDT, assessor, en Hélène LEROUXEL, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jacques JAUMOTTE.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 10 juli 2019.

^{*} Bij e-mail van 5 juni 2019.

*

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention du Gouvernement sur le fait qu'à la suite des élections du 26 mai 2019, celui-ci ne dispose plus, depuis cette date, de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. En vertu de l'article 7, alinéa 2, du code bruxellois de l'aménagement du territoire (ci-après, en abrégé, le « CoBAT »), le gouvernement est tenu de solliciter l'avis de la Commission régionale de développement sur tous les projets d'arrêtés relatifs aux matières visées par le CoBAT qui ont une incidence notable sur le développement de la Région de Bruxelles-Capitale.

En l'espèce, la Commission régionale de développement n'a pas été consultée sur le projet d'arrêté.

Le préambule s'en explique comme suit :

« Considérant que, le présent arrêté n'ayant pas d'incidences notables sur le développement de la Région au sens de l'article 7 du CoBAT, son projet n'a pas été soumis à l'avis de la Commission régionale de développement ; que le présent arrêté se limite en effet à prévoir la procédure en cas d'incidences transfrontières d'un projet soumis à demande de certificat ou de permis d'urbanisme ou de lotir ».

Il est permis de s'interroger sur la pertinence de cette explication.

Il importe à cet égard de noter que les demandes de certificat ou de permis auxquelles s'applique le projet d'arrêté portent sur des projets – en l'occurrence des projets susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement et des projets d'implantation commerciale d'une surface commerciale nette de plus de 20.000 m² ¹ – qui, au moins pour bon nombre d'entre eux, sont incontestablement susceptibles d'avoir une incidence notable sur le développement de la Région de Bruxelles-Capitale.

¹ Voir l'article 175/1, § 4, alinéa 1^{er}, du CoBAT. Les projets d'implantation commerciale d'une surface commerciale nette de plus de 20.000 m² sont visés à l'article 6, § 5bis, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, auquel renvoie l'article 175/1, § 4, alinéa 1^{er}, du CoBAT.

Certes, comme l'indique le préambule, le projet d'arrêté règle uniquement des questions de procédure à observer en cas « d'incidences transfrontières » de tels projets. Toutefois, il ne peut être exclu, *a priori*, que l'application de l'une ou l'autre des dispositions du projet d'arrêté constitue un élément important dans la mise en œuvre du régime d'autorisation prévu pour ces projets.

Aussi, pour éviter toute contestation, il est recommandé de soumettre le projet d'arrêté à l'avis de la Commission régionale de développement et, cela fait, de viser ledit avis au préambule.

2. En vertu de l'article 2, § 1^{er}, de l'ordonnance du 4 octobre 2018 'tendant à l'introduction du test d'égalité des chances', le projet d'arrêté doit faire l'objet d'un test d'égalité des chances. Le modèle de ce test est fixé par l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 novembre 2018 'portant exécution de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tenant à l'introduction du test égalité des chances'.

En l'espèce, il ne ressort pas du dossier que ladite formalité aurait été accomplie.

Il appartiendra au gouvernement de veiller à son accomplissement et, cela fait, de la viser au préambule.

EXAMEN DU PROJET

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Le projet d'arrêté organise une procédure destinée notamment à permettre à d'autres Régions que la Région de Bruxelles-Capitale ou à des États étrangers de donner un avis sur des projets dont la réalisation est envisagée sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Or, dans certaines des hypothèses auxquelles le projet d'arrêté a vocation à s'appliquer – en l'occurrence dans les cas visés à l'article 6, § 5*bis*, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', disposition à laquelle renvoie l'article 175/1, § 4, alinéa 1^{er}, du CoBAT –, une simple procédure d'avis ne suffit pas.

En effet, l'article 6, § 5*bis*, de la loi spéciale du 8 août 1980 prescrit, dans ces cas, l'obligation de mener une procédure présentée comme étant une procédure de concertation ² entre les gouvernements régionaux concernés.

Le projet d'arrêté doit être revu pour tenir compte des hypothèses visées par la présente observation.

² Les travaux préparatoires de la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la sixième réforme de l'État, qui a inséré le paragraphe 5*bis* dans l'article 6 de la loi spéciale du 8 août 1980, soulignent à cet égard que « [l]a concertation visée implique en premier lieu que l'on délibère ensemble, qu'il y ait un véritable échange de vues », tout en précisant que, si l'autorité investie du pouvoir de décision doit prendre en considération l'opinion de l'autorité avec laquelle elle s'est concertée, elle conserve « son entière liberté d'agir » (*Doc. parl.*, Sénat, 2012-2013, n° 5-2232/1, p. 93).

2. Plusieurs dispositions du projet d'arrêté – figurant, en l'occurrence à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, 5°, à l'article 4, alinéa 2, 5°, et à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2 – utilisent l'expression « mesures particulières de publicité » pour désigner des procédures de consultation du public organisées dans d'autres Régions que la Région de Bruxelles-Capitale ou dans des États étrangers.

Or, cette expression est propre à la Région de Bruxelles-Capitale ³.

Mieux vaudrait employer une expression plus générique, par exemple « procédures de consultation du public ».

Le projet d'arrêté sera revu sur ce point.

3. L'article 7 de la directive n° 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 'concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement', que le projet d'arrêté contribue à transposer, impose aux États membres l'obligation de prendre des mesures destinées à ce que, dans les hypothèses visées par cette disposition, tant les autorités visées par l'article 6, § 1^{er}, de la même directive – à savoir « les autorités susceptibles d'être concernées par le projet, en raison de leurs responsabilités spécifiques en matière d'environnement » – que le public concerné sur le territoire de l'État membre susceptible d'être affecté de manière notable soient dûment informés et puissent communiquer leur avis avant que le projet en cause ne soit autorisé ⁴.

Si le projet d'arrêté contient des dispositions tendant à exécuter cette obligation en ce qui concerne l'information et les avis du public, il est, par contre, en défaut de comprendre les dispositions requises pour exécuter ladite obligation en ce qui concerne l'information et les avis des autorités visées par l'article 6, § 1^{er}, de la directive n° 2011/92/UE.

Il sera complété sur ce point.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

Ni l'article 39 de la Constitution, ni l'article 6, § 1^{er}, I, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 ne procurent de fondement légal au projet d'arrêté.

Le visa de ces dispositions sera donc omis du préambule.

³ Voir en particulier l'article 188/7 du CoBAT.

⁴ Voir plus particulièrement les paragraphes 3 et 5 de l'article 7 de la directive 2011/92/UE.

DISPOSITIF

Article 2

Selon le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, « lorsque le dossier est instruit par le Collège d'urbanisme ou le Gouvernement, l'autorité en question se charge des missions confiées au fonctionnaire délégué par les articles 3 et 4 du présent arrêté ». De son côté, le paragraphe 2 prévoit que « [l]es articles 3 à 5 sont également applicables lorsqu'une enquête publique est organisée dans l'une des hypothèses visées aux articles 177/1, 188/2 et 191 du CoBAT ».

Ces dispositions sont inadéquates.

Les hypothèses qu'elles visent ne se prêtent pas, en effet, à se voir appliquer purement et simplement et sans adaptation toutes les dispositions contenues, respectivement, dans les articles 3 et 4 et dans les articles 3 à 5 du projet d'arrêté.

Ainsi notamment, les obligations qu'imposent l'article 3, § 1^{er}, et l'article 4 doivent être exécutées à un moment – celui de l'envoi de l'accusé de réception de dossier complet visé à l'article 176 du CoBAT – qui n'est pas susceptible de se présenter dans les hypothèses visées par les dispositions à l'examen.

Le projet d'arrêté sera revu pour tenir compte de cette observation.

Article 4

La disposition à l'examen est en défaut d'envisager l'hypothèse où, conformément à l'article 175/21 du CoBAT, le gouvernement décide qu'un projet soumis à rapport d'incidences doit faire l'objet d'une étude d'incidences.

Le projet d'arrêté sera complété pour envisager cette hypothèse.

Article 8

La disposition à l'examen doit être complétée pour assurer l'information du public concerné, conformément à ce que prévoit l'article 9 de la directive n° 2011/92/UE, lorsqu'a été prise la décision d'accorder ou de refuser l'autorisation en cause.

Article 9

Les dispositions modifiant le titre IV du CoBAT qui sont contenues dans l'ordonnance du 30 novembre 2017 'réformant le code bruxellois de l'aménagement du territoire et l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes' entreront en vigueur le 1^{er} septembre 2019 ⁵.

Aussi, il serait plus simple et plus clair de rédiger l'alinéa 1^{er} de l'article à l'examen en ce sens que l'arrêté en projet entre en vigueur le 1^{er} septembre 2019.

*

⁵ Voir l'article 344, alinéa 1^{er}, 2°, de l'ordonnance du 30 novembre 2017, modifié par l'ordonnance du 4 avril 2019.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de regering op het feit dat de regering ten gevolge van de verkiezingen van 26 mei 2019 sedert die datum niet meer over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of het ontwerp onder die beperkte bevoegdheid valt, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van alle feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als zij moet beoordelen of het nodig is een verordening vast te stellen of te wijzigen.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Krachtens artikel 7, tweede lid, van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (hierna afgekort als “BWRO”), moet de regering het advies vragen van de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie over alle ontwerpbesluiten die betrekking hebben op de aangelegenheden bedoeld in het BWRO die een aanzienlijke impact hebben op de ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

In casu is het ontwerpbesluit niet om advies voorgelegd aan de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie.

In de aanhef wordt dat als volgt verantwoord:

“Overwegende dat het huidige besluit geen noemenswaardige impact heeft op de ontwikkeling van het Gewest in de zin van artikel 7 van het BWRO, zodat zijn ontwerp niet ter advies voorgelegd werd aan de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie; dat het huidige besluit zich immers beperkt tot de bepaling van de procedure in geval van grensoverschrijdende effecten van een project dat een stedenbouwkundige vergunning, verkavelingsvergunning of stedenbouwkundig attest vereist”.

Of die verantwoording relevant is, kan in twijfel worden getrokken.

Het is belangrijk om er in dat opzicht op te wijzen dat de attest- of vergunningsaanvragen waarop het ontwerpbesluit van toepassing is, betrekking hebben op projecten – in het onderhavige geval projecten die belangrijke gevolgen kunnen hebben voor het leefmilieu en projecten voor handelsvestigingen met een netto-handelsoppervlakte van meer dan 20.000 m² –¹ waarvan er op zijn minst een groot aantal ongetwijfeld een aanzienlijke impact zouden kunnen hebben op de ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

¹ Zie artikel 175/1, § 4, eerste lid, van het BWRO. De projecten voor handelsvestigingen met een netto-handelsoppervlakte van meer dan 20.000 m² zijn vermeld in artikel 6, § 5bis, van de bijzondere wet van 8 augustus 180 ‘tot hervorming der instellingen’, waarnaar artikel 175/1, § 4, eerste lid, van het BWRO verwijst.

Zoals vermeld in de aanhef, beperkt het ontwerpbesluit zich weliswaar tot het bepalen van procedures die moeten worden gevolgd indien dergelijke projecten “grensoverschrijdende effecten” hebben. Dit neemt echter niet weg dat *a priori* niet kan worden uitgesloten dat de toepassing van een of andere bepaling van het ontwerpbesluit een belangrijk element is bij het implementeren van het vergunningsstelsel waarin wordt voorzien voor die projecten.

Teneinde elke betwisting te voorkomen, verdient het dan ook aanbeveling het ontwerpbesluit om advies voor te leggen aan de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie en vervolgens naar dat advies te verwijzen in de aanhef.

2. Krachtens artikel 2, § 1, van de ordonnantie van 4 oktober 2018 ‘tot invoering van de gelijkekansentest’ moet het ontwerpbesluit aan een gelijkekansentest worden onderworpen. Het model van die test is vastgesteld bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 november 2018 ‘tot uitvoering van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijkekansentest’.

In het onderhavige geval blijkt niet uit het dossier dat dit vormvereiste is vervuld.

De regering moet erop toezien dat dit vormvereiste wordt vervuld en eens het vermeld is, moet ernaar worden verwezen in de aanhef.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het ontwerpbesluit regelt een procedure die er inzonderheid toe strekt andere gewesten dan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of buitenlandse staten de gelegenheid te bieden een advies uit te brengen over projecten waarvan de verwezenlijking op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt overwogen.

In sommige van de gevallen waarop het ontwerpbesluit toepassing vindt – *in casu* in de gevallen bedoeld in artikel 6, § 5bis, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’, waarnaar artikel 175/1, § 4, eerste lid, van het BWRO verwijst –, volstaat een eenvoudige adviesprocedure echter niet.

Artikel 6, § 5bis, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 schrijft immers voor dat in die gevallen een procedure moet worden gevolgd die wordt voorgesteld als een overlegprocedure² tussen de betrokken gewestregeringen.

² In de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 6 januari 2014 ‘met betrekking tot de Zesde Staatshervorming’, waarbij paragraaf 5bis is ingevoegd in artikel 6 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, wordt in dat verband het volgende opgemerkt: “Het bedoelde overleg houdt in de eerste plaats in dat er samen wordt beraadslaagd zodoende dat een echte gedachtewisseling tot stand kan worden gebracht” en wordt gepreciseerd dat indien de overheid die de beslissingsmacht heeft, de opvatting van de overheid waarmee ze overleg heeft gepleegd, in overweging moet nemen, zij evenwel “haar volledige vrijheid” behoudt (*Parl.St.* Senaat, 2012-13, nr. 5-2232/1, 93).

Het ontwerpbesluit moet worden herzien teneinde rekening te houden met de gevallen waarop deze opmerking betrekking heeft.

2. In verscheidene bepalingen van het ontwerpbesluit – *in casu* in artikel 3, § 1, tweede lid, 5°, in artikel 4, tweede lid, 5° en in artikel 8, § 1, tweede lid – wordt gebruikgemaakt van de uitdrukking “speciale regelen van openbaarmaking” om te verwijzen naar procedures voor raadpleging van het publiek die worden georganiseerd in andere gewesten dan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of in buitenlandse staten.

Die uitdrukking is evenwel eigen aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.³

Het zou beter zijn gebruik te maken van een meer algemene uitdrukking zoals bijvoorbeeld “publieke raadplegingsprocedures”.

Het ontwerpbesluit moet op dat punt herzien worden.

3. Artikel 7 van richtlijn 2011/92/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 ‘betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten’, dat bij het ontwerpbesluit gedeeltelijk wordt omgezet, verplicht de lidstaten ertoe maatregelen te treffen die bestemd zijn om, in de gevallen die in deze bepaling worden vervuld, zowel de instanties bedoeld in artikel 6, lid 1, van diezelfde richtlijn – te weten “de instanties die op grond van hun specifieke verantwoordelijkheden op milieugebied met het project te maken kunnen krijgen” – als het betrokken publiek op het grondgebied van de lidstaat die vermoedelijk aanzienlijke effecten zal ondervinden”, voldoende in te lichten en hun de gelegenheid te bieden om hun advies uit te brengen voordat een vergunning voor het betreffende project wordt verleend.⁴

Het ontwerpbesluit bevat weliswaar bepalingen die strekken tot nakoming van die verplichting om informatie ter beschikking van het publiek te stellen en om dat publiek de gelegenheid te bieden advies uit te brengen, maar bevat daarentegen niet de bepalingen die vereist zijn om te voldoen aan die verplichting om informatie ter beschikking te stellen van de instanties bedoeld in artikel 6, lid 1, van richtlijn 2011/92/EU en om die instanties de gelegenheid te bieden advies uit te brengen.

Het moet op dat punt worden aangevuld.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

Noch artikel 39 van de Grondwet, noch artikel 6, § 1, I, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 leveren rechtsgrond op voor het ontwerpbesluit.

³ Zie inzonderheid artikel 188/7 van het BWRO.

⁴ Zie inzonderheid de leden 3 en 5 van artikel 7 van richtlijn 2011/92/EU.

De verwijzing naar die bepalingen moet dus uit de aanhef worden weggelaten.

DISPOSITIEF

Artikel 2

In paragraaf 1, tweede lid, staat het volgende: “(...) wanneer het dossier behandeld wordt door het Stedenbouwkundig College of door de Regering, staat de autoriteit in kwestie in voor de opdrachten die aan de gemachtigde ambtenaar toevertrouwd worden op grond van de artikelen 3 en 4 van dit besluit”. Anderzijds wordt in paragraaf 2 het volgende bepaald: “De artikelen 3 tot 5 zijn eveneens van toepassing als een openbaar onderzoek georganiseerd wordt in een van de gevallen, bedoeld in de artikelen 177/1, 188/2 en 191 van het BWRO”.

Deze bepalingen zijn ontoereikend.

De daarin bedoelde gevallen zijn immers niet van die aard dat alle bepalingen vervat in respectievelijk de artikelen 3 en 4 en de artikelen 3 tot 5 van het ontwerpbesluit zo maar en zonder enige aanpassing daarop toegepast kunnen worden.

Zo moeten met name de verplichtingen die opgelegd worden bij artikel 3, § 1, en artikel 4, nagekomen worden op een ogenblik – het ogenblik van de verzending van het ontvangstbewijs van het volledige dossier bedoeld in artikel 176 van het BWRO – dat zich wellicht niet zal voordoen in de gevallen waarvan sprake is in de voorliggende bepalingen.

Het ontwerpbesluit moet aldus herzien worden dat met die opmerking rekening gehouden wordt.

Artikel 4

De voorliggende bepaling voorziet niet in het geval waarin, overeenkomstig artikel 175/21 van het BWRO, de regering beslist dat een project waarvoor een effectenverslag moet worden opgesteld, ook onderworpen moet worden aan een effectenstudie.

Het ontwerpbesluit moet aldus worden aangevuld teneinde rekening te houden met dat geval.

Artikel 8

De voorliggende bepaling moet aldus worden aangevuld dat, overeenkomstig hetgeen bepaald wordt in artikel 9 van richtlijn 2011/92/EU, het betrokken publiek ingelicht wordt wanneer beslist is of de betreffende vergunning verleend dan wel geweigerd wordt.

Artikel 9

De bepalingen tot wijziging van Titel IV van het BWRO die vervat zijn in de ordonnantie van 30 november 2017 ‘tot hervorming van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen en tot wijziging van aanverwante wetgevingen’ treden in werking op 1 september 2019⁵.

Voorts zou het eenvoudiger en duidelijker zijn om het eerste lid van het voorliggende artikel aldus te stellen dat het ontworpen besluit in werking treedt op 1 september 2019.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ÉTAT –
DE VOORZITTER VAN DE RAAD VAN STATE

Hélène LEROUXEL

Jacques JAUMOTTE

⁵ Zie artikel 344, eerste lid, 2°, van de ordonnantie van 30 november 2017, gewijzigd bij de ordonnantie van 4 april 2019.